

Densification

Marre des grues: une fronde combat la «surchauffe» du canton

La construction de logements se heurte à un mouvement qui monte en puissance. Et veut une autre croissance pour Genève. Analyse

Christian Bernet

«Notre mouvement prend de l'ampleur. Nous allons devenir très forts.» Au pied de la statue du général Dufour, place Neuve, les organisateurs de la manifestation sont chargés à bloc. Samedi, ils ont réuni près de 200 personnes (300 selon eux) pour un défilé dans les Rues-Basses. Motif: combattre la densification du canton, son urbanisation à leurs yeux incontrôlée, fruit d'une économie en pleine surchauffe.

Deux cents personnes, c'est modeste. Mais les manifestants n'ont pas le profil du militant qui passe ses samedis à battre le pavé. C'est en bonne partie des zones villas qu'ils proviennent. Petits propriétaires, ils luttent notamment contre l'urbanisation de secteurs combattus par référendums dans trois communes. Ils dénoncent la «destruction de ces espaces verts», «le manque de concertation» de l'État, «l'abondance de logements sociaux» dans les futurs quartiers et «la perte de valeur» de leurs villas.

À ces propriétaires s'ajoute une autre contestation. Incarnée par le groupe Contre l'enlaidissement de Genève, elle dénonce le «saccage du patrimoine», le «bétonnage» et la mauvaise qualité architecturale des constructions. Tous critiquent le Plan directeur cantonal (PDC), adopté en 2013.

Un feu de paille?

Ces réactions sont-elles un feu de paille ou le reflet d'un malaise plus général? «Je penche pour la deuxième hypothèse, analyse Robert Cramer, ancien conseiller d'État. On assiste à un retour, comme dans les années 70, d'une crainte du développement. Les causes sont claires. On n'a jamais autant construit. Dans certains quartiers, on n'a plus vu de grues depuis trente ans. Quand elles arrivent, les gens se crispent.»

Organisé, le mouvement articule désormais un discours qui dépasse la simple défense des



Deux cents personnes ont manifesté samedi dans les Rues-Basses contre la densification urbaine, «l'enlaidissement de Genève» et, plus généralement, la «fuite en avant» du Plan directeur cantonal adopté en 2013. GEORGES CABRERA

propriétaires. Il porte sur le développement économique. «Nous dénonçons une fuite en avant, explique Christian Gottschall, membre de Pic-Vert, une association de propriétaires. La densification voulue par le Plan directeur cantonal résulte d'une économie en surchauffe. Elle sature les infrastructures et détruit nos espaces de vie. Plutôt que d'attirer des entreprises sans disposer des employés sur place, nous préconisons une croissance maîtrisée.»

Ce thème de la croissance maîtrisée a le champ libre devant lui. Les partis politiques n'osent pas s'y frotter. «Il est toujours difficile de promettre aux électeurs qu'ils vont gagner moins, relève Benoît Genecand, conseiller national PLR. Et le thème met les partis devant leurs contradictions.»

Pour les socialistes, la décroissance signifie un État social moins fort. Pour le PLR, parti de l'économie, c'est se renier. L'UDC veut bien fermer les frontières, mais son programme économique est fondamentalement libéral.

50 années de tensions

● La bête noire des manifestants de samedi, c'est le Plan directeur cantonal, pour lequel ils réclament un moratoire. Adopté en 2013, ce plan cristallise les tensions sur la vision de l'avenir de Genève et sur les intérêts en présence. Rien de nouveau en fait, comme le montre l'histoire de l'aménagement du canton de ces cinquante dernières années.

En 1965, Genève dessine son avenir en tenant compte d'une population qui augmente de 10 000 habitants par année. On imagine alors une ville de 800 000 habitants en 2015, en densifiant notamment les zones villas de la Rive gauche. Les réactions sont vives. Cette période de forte immigration fait naître des partis d'extrême droite comme Vigilance.

Les projections sont revues à la baisse dans les années 70, qui voient fleurir les résistances à la destruction des vieux quartiers. Les années 80 sont marquées par une surchauffe immobilière. En 1989, un nouveau plan veut

«maîtriser le développement économique». Il met un terme à toute extension de la ville en sanctuarisant la zone agricole. Genève est mis sous cloche.

La crise économique frappe les années 90. Les caisses publiques se vident et l'État met un frein aux investissements. La reprise des années 2000 est confrontée à de gros retards dans les infrastructures, notamment de transports. Le plan de 2001 tente d'y remédier en envisageant un développement multipolaire par-delà la frontière, ce qui revient, sans le dire, à rejeter ses actifs en France voisine.

Avec la libre circulation des personnes en 2002, des milliers d'emplois sont créés mais les logements ne suivent pas, créant des hordes de pendulaires. C'est pour corriger ces déséquilibres que le plan de 2013, aujourd'hui tant décrié, est adopté. En prévoyant de bâtir 50 000 logements d'ici à 2030 sans trop toucher à la zone agricole, mais en densifiant la zone urbaine. **C.B.**

Il y a certes les Verts pour réclamer une économie plus contrôlée. Mais leur message est brouillé. Car il revient à leur conseiller d'État Antonio Hodgers de mettre en œuvre le Plan directeur cantonal. Samedi, il était décrié comme le bétonneur du canton. «Tant que Genève poursuit cette politique de croissance, il faut construire du logement, réagit le magistrat. Sinon, nous accentuons les déséquilibres actuels, avec un tiers des actifs qui doivent se loger hors des frontières. Mais je me suis opposé à la nouvelle stratégie économique du Conseil d'État, qui vise à attirer toujours plus d'entreprises. Il faut plutôt développer une stratégie économique en adéquation avec notre territoire et nos infrastructures.»

Fiscalité des entreprises

Pour l'heure, les partisans de la croissance maîtrisée ne proposent pas de mesures concrètes. Le prochain débat sur la fiscalité des entreprises leur en donnera l'occasion. Voudront-ils renoncer à l'attractivité fiscale de Genève, au risque de voir filer des entreprises? La constellation antidensification, aux origines politiques très diverses, passera son premier test.

Hani Ramadan défend son frère Tariq

Le directeur du Centre islamique dénonce «l'emprisonnement injuste» de son frère

Hani Ramadan n'en doute pas: son frère est innocent et ce qui lui arrive est un scandale. Samedi soir, lors d'une conférence tenue sur le thème «Islam et laïcité», le directeur du Centre islamique de Genève a évoqué le cas de Tariq Ramadan, accusé de viols et placé en détention provisoire en France depuis début février «de façon tout à fait injuste», selon lui.

Retransmise sur Facebook, la conférence se tenait au centre des Eaux-Vives devant un public acquis d'environ 25 personnes. «Tariq Ramadan est victime d'une campagne médiatique calomnieuse», a lancé l'orateur, pointant ceux qui sont «convaincus qu'à force de répéter un mensonge, il deviendra vérité. Mais la vérité finira par triompher. Il est grave d'accuser un innocent.» Selon Hani Ramadan, le maintien en détention de son frère repose sur «des prétextes fallacieux».

Rappelons que Tariq Ramadan a été mis en examen pour deux viols, l'un en 2009, l'autre en 2012. Sa détention provisoire a pour but d'éviter le risque de fuite de ce ressortissant suisse et de pression sur les plaignantes. Disant souffrir - notamment - de sclérose en plaques, Tariq Ramadan a demandé sa libération, que la Cour d'appel de Paris a refusée jeudi.

Le risque de fuite? «Tariq n'a pas l'intention de fuir, il s'est présenté lui-même à la justice», argue Hani Ramadan. La contrainte qu'il pourrait exercer sur les plaignantes? «C'est aberrant. Cela pourrait se retourner contre lui. Il doit sortir de prison car il est malade et innocent. Mais ce n'est pas à lui de le prouver. Dans un État de droit, la preuve est à la charge du plaignant.»

Que faire? Pour Hani Ramadan, il faut d'abord «demander à Dieu qu'il le libère, qu'il le guérisse» puis «mener des actions». Renvoyant à la campagne «Free Tariq Ramadan», il appelle à «participer à des pétitions, à relayer l'information, à apporter une aide matérielle pour les frais d'avocats». Le prédicateur appelle également à poursuivre le travail et à diffuser la pensée de son frère, par ses cassettes et ses conférences. Ajoutant: «On ne peut pas fonder une position sur des doutes. Il est ahurissant d'observer que des femmes qui se sont concertées peuvent dire qu'elles ont été soi-disant violées et que cela suffit pour faire entrer un homme en prison, sans preuves tangibles.»

Enchaînant avec sa conférence, Hani Ramadan rappelle qu'il est lui-même interdit d'entrée en France, pour avoir tenu des propos «hostiles à la laïcité». Une transition parfaite pour critiquer une certaine forme de laïcité, incompatible avec l'islam selon lui. **Sophie Davaris**

PUBLICITÉ

LA VILLE INFORME

Des hébergements d'urgence sont ouverts pour mettre au chaud les personnes sans abri

POUR SIGNALER UNE PERSONNE EN DANGER APPELEZ LE 144
Appel gratuit 24h/24h

Genève, ville sociale et solidaire

www.ville-geneve.ch



En bref

La police a acquis des œufs d'aigle

Chasse aux drones La police genevoise a acquis il y a quelques mois deux œufs d'aigle qui ont éclos avec succès. Les aiglons sont aujourd'hui en dressage auprès d'un fauconnier afin d'apprendre à intercepter les drones indésirables. Les deux rapaces devraient être opérationnels cette année, a indiqué Silvain Guillaume-Gentil, porte-parole de la police. Il confirmait une information du *Matin dimanche*. Des expériences similaires existent à l'étranger, notamment dans l'armée française. **ATS**

Appel à un arrêt de travail à l'ONU

Protestation Le personnel de l'ONU à Genève est appelé à une demi-journée d'arrêt de travail mardi pour protester contre des coupes salariales, alors que la semaine s'annonce chargée, avec des dizaines de ministres et responsables attendus pour divers événements. «Nous avons tenté auparavant d'autres formes de protestation, en vain», a assuré dimanche Ian Richards, responsable du conseil de coordination des syndicats et associations du personnel à Genève. **AFP**

PUBLICITÉ



D'ici fin février 2018, les horodateurs en Ville de Genève ne délivreront plus de ticket.

Des quittances sont disponibles sur demande.

www.geneve-parking.ch

FONDATION DES PARKINGS
vous rendre la ville facile